Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Bildungswissenschaften = Revue suisse des sciences de l'éducation = Rivista svizzera di scienze dell'educazione

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Bildungsforschung

Band: 22 (2000)

Heft: 2

Artikel: Les filles, éternelles perdantes face aux formations professionnelles?

Autor: Duru-Bellat, Marie / Kieffer, Annick / Marry, Catherine

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-787084

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 18.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Diskussion
discussion / discussione

Les filles, éternelles perdantes face aux formations professionnelles ?

Marie Duru-Bellat, Annick Kieffer, Catherine Marry

La sociologie de l'éducation française, très prolixe sur la question des inégalités sociales à l'école, a laissé longtemps dans l'ombre celle de l'inégalité entre garçons et filles. Dans une sociologie très marquée par le modèle de la reproduction, la réussite des filles apparaît comme une anomalie et c'est la thèse du double handicap qui s'impose, c'est à dire d'un cumul supposé des inégalités de sexe et de classe (notamment Bourdieu et Passeron, 1964; Bisseret, 1977). On a du mal à concevoir que le sexe dominé puisse être en position dominante à l'école, et avec une certaine constance, l'approche des scolarités féminines est imprégnée par un misérabilisme contrastant avec d'objectifs «succès féminins». C'est tout particulièrement vrai pour ce qui est de la formation professionnelle: les filles en seraient davantage écartées ou reléguées dans les domaines les plus dévalorisés qui sont leur lot sur le marché du travail, la domination des femmes dans la sphère professionnelle entraînant une domination inexorable dans la sphère scolaire (Mosconi, 1983).

Il faut attendre les années quatre-vingt-dix pour que l'on s'interroge de manière plus positive sur les choix scolaires et professionnels des filles. Baudelot & Establet (1991) imputent le maintien d'orientations toujours moins rentables des filles à la permanence des modes de socialisation sexués qui entraînent soumission et docilité chez elles, esprit de compétition chez eux mais ils soulignent aussi «l'énergie scolaire» des filles et l'importance de leurs conquêtes. Renonçant à tout expliquer par la domination masculine et la docilité des actrices, d'autres auteurs créditent les filles d'arbitrages raisonnables (Duru-Bellat, 1990) ou de stratégies d'émancipation (Marry, 1989; Terrail, 1992). Au cœur de ce renouvellement de perspective, il y a en effet le rattrapage spectaculaire des scolarités féminines au cours du siècle: alors que dans les générations nées avant la guerre, l'âge moyen de fin d'études des garçons dépassait celui des filles (16,5 ans contre 15,8 ans), les filles font aujourd'hui des études en moyenne plus longues: leur espérance de scolarisation, en 1999, est de 19,2 ans, celle des garçons, de 18,8 ans. Faire des études longues est en général considéré comme un atout, c'est donc bien d'un avantage des filles qu'il faut parler aujourd'hui.

Cela dit, l'évaluation du bagage scolaire des filles reste délicate, dès lors que l'on intègre la question de leur accès aux filières professionnelles: d'un côté se doter d'une formation professionnelle représente un avantage, puisque cela favorise l'insertion dans la vie active; dans ce cas, une sous-représentation des filles dans les formations professionnelles serait à interpréter comme un handicap. Mais d'un autre côté, l'orientation vers les filières professionnelles est en France, au sein de l'enseignement secondaire du moins, une orientation par l'échec, réservée de fait aux élèves en difficulté. La sous-représentation des filles dans ces filières serait alors la contrepartie de leurs succès dans les filières générales: on ne peut pas à la fois réussir mieux et accéder plus souvent aux filières de repli en cas d'échec.

Dans ce texte, nous donnerons la priorité à l'établissement des «faits» dans un domaine – l'accès des filles aux formations professionnelles – où les convictions biaisent couramment les perspectives des chercheurs (ses). Nous présenterons des éléments d'un travail en cours centré sur les évolutions des inégalités sociales et sexuées en matière de scolarisation, en France, sur des cohortes s'étalant de 1919 à 1973. Auparavant, il faut rappeler en quelques mots le contexte économique et scolaire dans lequel se sont déroulées les scolarités de ces cohortes successives et qui a nécessairement pesé sur le déroulement de leur carrière scolaire et professionnelle. Parmi les éléments du contexte scolaire certains ont vraisemblablement affecté de manière similaire les individus des deux sexes (prolongation de l'obligation scolaire jusqu'à 14 puis 16 ans, forte expansion des scolarités et généralisation de la mixité au cours des années 60); d'autres ont pu jouer de manière différenciée selon le sexe, par exemple le développement des formations pré-professionnelles et professionnelles à l'issue de la seconde année du collège (5ème) et l'expansion de l'offre de formation dans le secteur tertiaire.

De fait, les données montrent le caractère ancien du mouvement de rattrapage des filles: elles ont déjà en grande partie comblé leur retard dès les générations du début du siècle mais le rythme n'est pas continu. Les filles prennent l'avantage dans les générations d'avant-guerre (29-38) pour l'entrée et la sortie du 1er cycle du secondaire, dans celles de la guerre et de l'immédiat après-guerre pour le second cycle. Elles dépassent les garçons pour l'accès au Bac complet dans les générations 49-53. A tous les niveaux, cette avance des filles est particulièrement marquée pour les générations 59-63 et tend à s'estomper dans la décennie suivante (64-74), quand la politique française des «80% d'une classe d'âge au niveau du bac» conduit à limiter les sorties précoces, plus souvent masculines, vers l'enseignement professionnel. Un environnement économique stimulant accompagne cette expansion des scolarisations: la croissance des années soixante génère des opportunités d'emploi dont les femmes se saisissent et la progression de l'activité féminine est spectaculaire puisque le taux d'activité des femmes de 25 à 54 ans gagne 44 points entre 1931 et 1998, passant de 41 à 85%. Le déclin de l'agriculture, le mouvement d'urbanisation, de salarisation et de tertiarisation de l'emploi ont été particulièrement favorables au travail des femmes; ces évolutions ont

transformé les anticipations des jeunes filles sur la valeur de leur investissement éducatif: elles trouvent dans le développement de l'activité féminine et des emplois tertiaires des modèles d'activité et des raisons d'investir dans les études.

Les jeunes filles se sont-elles pour autant tournées davantage vers les formations professionnelles? Peu de recherches permettent d'éclairer cette question. Les données objectives sont lacunaires et les interprétations hâtives. En France, l'enseignement professionnel et technique est un chantier relativement déserté par la sociologie et par l'histoire de l'éducation. Au sein de cette forme scolaire dévalorisée par rapport aux filières générales, qui se serait intéressé à la place qu'y occupaient les filles? Les quelques travaux consacrés à l'histoire de la formation professionnelle des filles (cf. par exemple Moreau, 1995, 2000) soulignent que cet univers reste avant tout un univers masculin marqué par une concentration des filles dans un petit nombre de spécialités proches de la sphère domestique (enseignement ménager, couture, soins aux enfants et aux malades). Les interprétations dominantes évoquent le statut dominé des femmes, les fortes résistances à leur professionnalisation: destinées à devenir épouses et mères ou à occuper des emplois non qualifiés, les femmes n'ont pas besoin de formation professionnelle. Ainsi, «l'enseignement professionnel n'a longtemps pu se construire que sur la base des "qualités naturelles" des femmes comme une formation destinée à moraliser et à qualifier la femme à la maison» (Baudelot et Establet, 1991). L'offre de formation reflète cette conception: les établissements techniques (ENP)[1] mis en place par l'Etat à partir de 1880 dans le but de former des cadres moyens de l'industrie n'ont été longtemps que masculins. Il faut attendre 1929 pour que s'ouvre la première ENP féminine, et les filles, concentrées dans certains domaines de l'industrie (vêtement, lingerie, mais aussi hôtellerie et laboratoires), y resteront toujours minoritaires, de même que dans les EPCI[2], futurs collèges puis lycées techniques (Pelpel et Troger, 1993). C'est l'explosion des formations tertiaires, dans les années soixante, dans le cadre des formations techniques accessibles en milieu scolaire qui permet aux filles de se doter en nombre d'un bagage professionnel. Les travaux récents des historiennes suggèrent que cette perspective sous-estime le poids des formations professionnelles des filles (Schweitzer, 1998; Gardey, 1998). Les analyses se limitent en général au seul secteur public et aux formations de type scolaire. Or le privé et les initiatives locales jouent un rôle plus important pour les formations professionnelles des filles, notamment avec des formations sur le tas. En outre, ces analyses s'appuient avant tout sur les missions officielles attribuées à ces enseignements par les programmes et les textes officiels, sans s'interroger suffisamment sur l'utilisation effective faite par les actrices de ces opportunités.

L'histoire du travail des femmes sous-estimerait aussi la diversité de leurs carrières en fonction de leur origine sociale. Dès les années 1880, des femmes des classes moyennes instruites, peu ou pas concernées jusqu'alors par le travail, entrent dans le monde des bureaux, encore très majoritairement masculin. Gardey (1999) décrit la dactylo comme «la figure centrale pour une histoire du travail fé-

minin au 20e siècle», «collaboratrice incontournable des administrations et des entreprises avant l'ère de l'informatique». L'expansion et la diversification corollaire de ces emplois (en particulier la rationalisation du travail de bureau), pendant et après la guerre de 1914-1918, va s'accompagner d'une accentuation de la féminisation, d'une déqualification du métier de sténodactylographe et d'un recrutement de femmes d'origine plus populaire et moins instruites. Mais de nouvelles carrières s'offrent aux employées de bureau avec l'émergence, dans les années 1930, du métier de secrétaire. Représentant l'«élite de la profession de sténodactylographie», ce métier exige un niveau d'instruction générale plus élevé (secondaire voire supérieur) et s'adresse à des jeunes filles de milieux sociaux plus élevés.

Il semble également réducteur de n'envisager la plus longue scolarisation des filles dans l'enseignement général que par la difficile reconnaissance, voire le déni de leurs apprentissages, renvoyés à leurs «qualités naturelles». L'histoire de l'enseignement professionnel féminin témoigne de l'intérêt ancien des employeurs à faire acquérir aux femmes des compétences qui n'ont rien de naturel: travaux d'aiguille ou frappe rapide sur un clavier de machine à écrire nécessitent des heures d'entraînement, qui ne se déroulent pas seulement dans l'espace domestique mais dans des écoles patronales. Ces compétences sont utilisées, sinon toujours valorisées, dans les salaires et dans des emplois. De façon plus générale, cette vision misérabiliste de la formation professionnelle et du travail des femmes conduit à minimiser leur contribution décisive à la production. Les historiennes du travail des femmes le répètent, les femmes ont toujours travaillé et pas seulement dans l'espace domestique ou dans les activités qui lui sont le plus directement liées. En 1806, leur taux d'activité était déjà de 46%, égal à celui ... de 1962 (Thélot et Marchand, 1997).

L'observation des niveaux de diplôme atteints par les hommes et les femmes au cours du siècle montre que les femmes se sont depuis longtemps dotées d'une formation professionnelle. Elles sont toujours moins nombreuses que les garçons à atteindre le niveau d'un CAP, mais au niveau immédiatement supérieur (BEP ou équivalent)[3], elles sont plus nombreuses depuis les générations 39-48 (cf. Tableau 1). Se conjuguent ici deux évolutions. L'extension de l'offre de formations tertiaires (secrétariat, comptabilité...) sous la forme scolaire, avec la mise en place des Collèges d'enseignement technique dans les années cinquante qui fait émerger l'idée d'égalité des apprentissages pour les deux sexes et la création des BEP en 1967. L'expansion de la scolarité générale a de plus permis aux filles d'accéder à des niveaux de diplômes techniques plus élevés que les garçons (BEP, Bac technique) et surtout à des filières sélectives du supérieur (BTS et DUT)[4], pour l'essentiel dans le tertiaire. La seconde évolution concerne le fort développement des emplois tertiaires lui-même.

Tableau 1: Répartition des niveaux de diplôme selon le sexe et la cohorte (%).

	av.29		29-38		39-48		49-53		54-58		59-63		64-73	
	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G
Sans diplôme	35,3	31,6	34,8	32,6	21,1	20	18,2	18,2	18,7	18,3	17,4	21,7	16,7	19,4
CEP	41,7	36,7	32,8	24,8	28,2	26,3	24,8	19,5	17,5	14,9	6,1	5,6	2	1,9
CAP	8,6	13,6	15,4	25,2	14,9	20,9	14,7	25,4	9,7	20,8	9,5	19,5	11	16,7
BEPC	4,4	2,5	4,3	2,0	9,6	7,3	9,5	8,0	13,9	11,4	14,2	11,1	10,5	11
BEP ou équiv.	2,5	4,3	4,1	5,6	5,7	3,6	9,0	7,1	13,7	11,5	18,3	17,7	13,6	11,5
Bac général	4,2	3,7	4,6	2,9	3,9	5,2	4,4	4,2	4,2	4,1	5,9	4,8	15,5	12
Bac technique		0,8	0,2	1,1	6,6	4,2	7,0	4,7	7,5	5,6	12,6	9,1	10,5	10,8
Sup général	2,0	4,7	2,6	3,8	2,6	4,3	3,7	5,0	5,6	6,5	7,6	5,5	10,7	7,7
Supérieur tech	0,8	0,7	0,7	1,2	7,4	8,0	8,6	7,8	9,0	6,9	8,5	5,0	9,5	9

Source: Exploitation secondaire des enquêtes Formation Qualification Professionnelle (FQP) de l'INSEE 1964 (pour les cohortes nées jusqu'à 1939), FQP 1977(jusqu'à 1949), FQP 1985 (jusqu'à 1964), FQP1993, obtenues par le Lasmas-IdL (CNRS).

Ce tableau illustre le rattrapage des filles dans le domaine des formations professionnelles et techniques, moins souvent souligné que celui concernant leur accès aux études générales (Marry et al., 1998; Terrail, 1992), puisqu'en fin de période, elles sont pratiquement aussi nombreuses que les garçons à être titulaires d'un CAP, BEP, Bac technique, BTS et DUT (45% contre 48%). La dimension professionnelle de la formation des filles a été longtemps sous-estimée, tant était forte la résistance à reconnaître qu'elles pouvaient investir dans leurs études dans une perspective d'emploi.

Si l'on prend au sérieux le souci de rentabilité professionnelle des scolarités féminines, il faut s'intéresser, au sein des filières conduisant au Baccalauréat, à la spécialité du diplôme préparé.[5] A ce niveau, les voies de l'enseignement technique industriel, plus suivies par les garçons, peuvent s'avérer plus rentables que des filières générales scolairement plus valorisées (littéraires) et *a fortiori* que les filières techniques très féminisées et peu sélectives (sections tertiaires) qui conduisent à des échecs à l'université.

Si l'on s'en tient aux seules filières du Bac général, on sait qu'aujourd'hui encore les garçons conservent l'avantage dans l'accès à la filière la plus prestigieuse du baccalauréat – «mathématiques» –, série qui ouvre sur les filières les plus sélectives et les plus rentables de l'enseignement supérieur. Cet avantage des garçons s'est réduit dans les cohortes les plus jeunes mais il est encore très marqué. Il est du même ordre que celui dont ils bénéficiaient dans les générations les plus anciennes (nées avant 29) pour ce qui est de l'accès au baccalauréat. Alors que c'était l'accès au baccalauréat qui faisait le plus de différence entre les sexes dans les cohortes les plus anciennes, c'est à présent et de manière encore plus nette l'accès à cette série scientifique. Si l'histoire des scolarités atteste un renversement des inégalités sexuées au bénéfice des filles, elle révèle aussi le maintien d'orientations moins favorables et de clivages sexués: les filles ne constituent que 22,3%

des effectifs des écoles d'ingénieurs et moins encore dans les plus prestigieuses, 14% à l'école Polytechnique par exemple (en 1999). Mais si elles sont aussi un peu moins nombreuses dans les filières techniques, leur meilleure réussite dans l'enseignement général et leur forte progression dans le secondaire leur ont permis de profiter du développement des filières sélectives de l'enseignement supérieur. Aujourd'hui, les filles constituent plus du tiers des effectifs de l'ENA (Ecole Nationale d'Administration), plus de la moitié de ceux de l'Ecole Nationale de la Magistrature, ou encore de nombre de filières professionnalisées du Supérieur (médecine, écoles de commerce, écoles de journalistes...). Certes, il est facile d'affirmer que ces orientations se féminisent parce qu'elles sont dévalorisées, mais le chercheur ne saurait verser dans ce type de tautologie performative (féminisées parce que dévalorisées et dévalorisées parce que féminisées)...

De manière générale, l'analyse de l'évolution des scolarités féminines, et en particulier des formations professionnelles, débouche plutôt sur une impression de dynamisme. Progressivement, l'obtention d'un diplôme est devenu pour les jeunes filles un investissement: le diplôme n'est plus (ou plus seulement) une dot placée sur le marché matrimonial ou un recours utile dans le cas d'échec du mariage (dans les familles bourgeoises); il n'est plus seulement (dans les milieux populaires) le moyen de perfectionner des compétences domestiques (enseignement ménager, couture...) utiles à la fois dans des métiers ouvriers (où ces compétences sont souvent niées) et dans la vie de mère de famille. Les jeunes filles ont su se saisir des opportunités du marché du travail, en particulier le développement des emplois qualifiés de bureau (secrétaires, dactylos, comptables ...) dans l'industrie, dans la banque, dans l'administration (enseignement, santé, notamment), qui se sont féminisés massivement à partir des années 20. Loin d'être le reflet d'une domination, l'infléchissement des orientations des filles des études littéraires vers celles de droit, économie ou commerce peut être lu comme une adaptation intelligente à cette expansion des emplois tertiaires qualifiés. Dans le même temps, un certain nombre d'évolutions portant cette fois sur le domaine familial (développement de la cohabitation, adhésion à un idéal plus égalitaire dans le couple, augmentation des divorces...) ont renforcé chez les jeunes filles l'anticipation d'une nécessaire autonomie professionnelle et financière, les conduisant à investir dans l'école.

Une chose est claire, les explications par une approche a-historique des devenirs sexués, centrées sur l'influence déterminante de la socialisation familiale (permanence des habitus de sexe et des représentations des devenirs sociaux) (Baudelot et Establet, 1991) ou sur le caractère sexiste de la pédagogie scolaire et du «curriculum caché» (Mosconi, 1994) sont insuffisantes pour rendre compte de l'ampleur des transformations. Le recours aux évolutions extérieures à l'école et à la famille, celles liées notamment au marché du travail et aux relations diplômes-emplois, permet mieux d'en prendre la mesure et de les interpréter. Sur l'ensemble du siècle, il apparaît que les facteurs économiques et en particulier l'appel d'air du marché du travail, notamment tertiaire, ont rendu progressive-

ment rentables les études des filles. Elles ont su saisir ces chances, ce qui interdit de les considérer comme des éternelles victimes.

Notes

1 Ecoles Nationales Professionnelles.
2 Ecoles Pratiques de Commerce et d'Industrie.
3 En France, le Certificat d'Aptitude Professionnelle est abordé après deux ans de scolarité au collège (à 14-15 ans) ou après un apprentissage, alors que le BEP est abordé après une formation complète en collège (à 16-17 ans); en théorie, le CAP est appelé à disparaître devant le Brevet d'Etudes Professionnelles, pour ce qui est de la voie scolaire du moins.
4 BTS: Brevet de Technicien Supérieur préparé en deux ans après un Bac (technique) dans les lycées techniques; DUT: Diplôme Universitaire de Technicien préparé en deux ans dans des Instituts Universitaires de Technologie (après un Bac technique ou général).
5 La distinction professionnel/général est relativement arbitraire et s'estompe avec la durée des études elles-mêmes: médecine est-elle une filière professionnelle par exemple, ou encore le droit? Il est en outre relativement arbitraire de «classer» les différentes filières (ce qui reste pourtant nécessaire si l'on entend évaluer les bagages scolaires respectifs des jeunes des deux sexes). Tant sur le plan scolaire qu'en termes de débouchés professionnels, les différentes séries du baccalauréat sont dotées d'une valeur inégale: on dira que le bac littéraire vaut «moins» que le bac scientifique parce que scolairement les jeunes sont de niveau inégal, mais aussi parce que les orientations qu'ils permettent sont aussi plus ou moins ouvertes, avec en ligne de mire un marché du travail lui aussi plus ou moins ouvert.

Bibliographie

Baudelot, C. & Establet, R. (1991). *Allez les filles*! Paris: Seuil.

Bourdieu, P. & Passeron J. C. (1964). *Les héritiers, les étudiants et la culture.* Paris: Minuit.

Bisseret, N. (1974). *Les inégaux ou la sélection universitaire.* Paris: PUF.

Duru-Bellat, M. (1990). *L'école des filles. Quelle formation pour quels rôles sociaux?* Paris: l'Harmattan.

Duru-Bellat, M. (1994). La «découverte» de la variable sexe et ses implications théoriques dans la sociologie de l'éducation française contemporaine. *Nouvelles Questions Féministes, vol. 15 n°1*, 35-68.

Gardey, D. (1998). Perspectives historiques. In M. Maruani (dir.), *Les nouvelles frontières de l'inégalité, hommes et femmes sur le marché du travail.* (pp. 23-38). La Découverte-Mage.

Gardey, D. (1999). Mécaniser l'écriture et photographier la parole. Utopies, monde du bureau et histoires de genre et de techniques. *Annales Histoire Sciences Sociales, n°3*, 587-614.

Marchand, O. & Thélot Cl. (1997). *Le travail en France, 1800-2000.* Essais et Recherches. Nathan.

Marry, C. (1989). Femmes-ingénieurs: une (ir)résistible ascension? *Information sur les Sciences Sociales 2, vol.28, juin,* 197-232.

Moreau, G. (1995). La mixité dans l'enseignement professionnel. *Revue Française de Pédagogie, 110, janvier-mars,* 19.

Moreau, G. (2000). Les faux semblables de l'apprentissage. *Travail, Genre et Sociétés, 3,* 67-86.

Mosconi, N. (1983). Des rapports entre division sexuelle du travail et inégalités des chances entre les sexes à l'école. *Revue Française de Pédagogie, 62, janvier-mars,* 41-50.

Mosconi, N. (1994). *Femmes et savoir. La société, l'école et la division des savoirs,* Paris: l'Harmattan.

Pelpel, P. & Troger, V. (1993). *Histoire de l'enseignement technique.* Hachette éducation, chapitre sur «les techniques ont-elles un sexe?», 182-203.

Schweitzer, S. (1998). Chercher les femmes au travail. In M. Maruani (dir.), *Les nouvelles frontières de l'inégalité, hommes et femmes sur le marché du travail.* (39-46). La Découverte-Mage.

Terrail, J.P. (1992). Destins scolaires de sexe, une perspective historique et quelques arguments. *Population 3*, 645-676.